



NOTE D'INFORMATION¹

Bruxelles, le 18 juin 2021
(OR. en)

Conseil des affaires étrangères
21 juin 2021

Le Conseil des affaires étrangères sera présidé par le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, **Josep Borrell**, et débutera à **9 h 30**.

Dans le cadre de l'examen des **questions d'actualité**, les ministres recevront des informations ou procéderont à un échange de vues sur les points suivants: **Turquie, Liban, Iran, processus de paix au Proche-Orient**, visite récente du haut représentant en **Indonésie, Russie**, situation au **Mali** et au **Sahel, Éthiopie** et résultats de la dernière réunion en date tenue dans le cadre du **dialogue entre Belgrade et Pristina**.

Dans le cadre des points inscrits à l'ordre du jour, les ministres aborderont la **Biélorussie, l'Iraq** et **l'Amérique latine et les Caraïbes**.

La session du Conseil sera précédée d'un petit déjeuner informel avec la représentante des forces pro-démocratiques biélorusses, **Sviatlana Tsikhanouskaya**. Par ailleurs, lors du déjeuner, un échange informel aura lieu avec le ministre des affaires étrangères de la République d'Iraq, **Fuad Hussein**.

Conférence de presse: vers 16 h 45, sous une [forme hybride](#)

* * *

[Page consacrée à la session du Conseil des affaires étrangères](#)

[Transmission vidéo de l'événement, téléchargeable en format "diffusion" \(MPEG 4\), et galerie de photos](#)

[Conférences de presse et événements publics par transmission vidéo](#)

* * *

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse.

Biélorussie

Après un petit déjeuner informel avec la représentante des forces pro-démocratiques biélorusses, **Sviatlana Tsikhanouskaya**, au cours duquel les ministres des affaires étrangères de l'UE pourront prendre connaissance de son regard sur l'évolution récente de la situation dans le pays, le Conseil des affaires étrangères débutera par une discussion sur la Biélorussie.

Cette discussion a lieu dans le contexte d'une détérioration de la situation des droits de l'homme en Biélorussie et d'une répression systématique, organisée et constante contre la population du pays. En outre, elle s'inscrit dans le prolongement des conclusions du Conseil européen du 24 mai 2021, dans lesquelles les chefs d'État ou de gouvernement ont invité le Conseil à prendre des mesures en réaction au détournement d'un avion de la compagnie Ryanair le 23 mai 2021 perpétré en vue d'appréhender le journaliste Raman Pratashevitch et Sofia Sapega. Ces mesures consistent notamment à interdire le survol de l'espace aérien de l'UE par les compagnies aériennes biélorusses et empêcher l'accès aux aéroports de l'UE pour les vols opérés par ces compagnies, en vertu d'une décision adoptée par le Conseil le 4 juin, et à adopter des mesures restrictives supplémentaires à l'encontre des personnes et entités responsables ainsi que de nouvelles sanctions économiques ciblées.

Lors de la session, les ministres devraient parvenir à un accord sur un **quatrième train de mesures restrictives** lié à l'escalade des violations graves des droits de l'homme en Biélorussie et à la violente répression qui s'abat sur la société civile, l'opposition démocratique et les journalistes, ainsi qu'à l'atterrissage forcé et illégal d'un vol Ryanair à Minsk, le 23 mai 2021.

Les ministres évoqueront aussi le **programme de soutien économique** que la Commission a publié récemment.

- [L'UE interdit aux transporteurs biélorusses l'accès à son espace aérien et à ses aéroports \(communiqué de presse, 4 juin 2021\)](#)
- [Réunion extraordinaire du Conseil européen \(24 et 25 mai 2021\) - Conclusions](#)
- [L'Union européenne ébauche un programme de soutien économique de 3 milliards d'euros en faveur d'un avenir démocratique pour la Biélorussie \(Commission européenne\)](#)
- [Sanctions à l'encontre de la Biélorussie \(chronologie\)](#)
- [Relations de l'UE avec la Biélorussie](#)

Iraq

Les ministres des affaires étrangères feront le point sur l'évolution récente de la situation en Iraq, notamment en ce qui concerne les élections à venir, les questions liées à la sécurité et à la stabilité régionale et la coopération bilatérale.

Pour ce qui est des **élections législatives** qui se tiendront en **octobre 2021**, le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé il y a peu que la Mission d'assistance des Nations unies pour l'Iraq fournirait des observateurs le jour du scrutin ainsi qu'un soutien logistique aux observateurs dépêchés par d'autres organisations internationales et régionales. Dans ce contexte, les ministres seront invités à réfléchir à la manière dont l'UE et ses États membres peuvent contribuer à un environnement propice à des élections sans exclusive et transparentes, en particulier au regard des conditions difficiles qui règnent en Iraq en matière de sécurité et au niveau politique.

Les ministres débattront ensuite de la situation difficile en matière de **sécurité** et auront un échange de vues sur la façon dont l'UE et ses États membres peuvent continuer à soutenir les efforts de réforme du secteur de la sécurité en Iraq et à soutenir le pays en sa qualité de "passerelle" au niveau régional.

Enfin, le Conseil se penchera sur les questions prioritaires que l'UE devrait soulever dans le cadre de ses **contacts bilatéraux** avec l'Iraq. Au cours de l'année écoulée, l'UE a intensifié sa coopération institutionnelle avec l'Iraq au titre de l'accord de partenariat et de coopération (APC) entre les deux parties, dans des domaines tels que les droits de l'homme et la démocratie, le commerce et l'énergie, les migrations ainsi que le dialogue politique. Les ministres des affaires étrangères examineront aussi les défis qui se posent dans le cadre de la coopération en matière de migrations.

Au cours d'un déjeuner de travail informel, les ministres auront l'occasion de procéder à un échange de vues directement avec le **ministre des affaires étrangères de la République d'Iraq, Fuad Hussein**, qui sera présent.

- [Mission de conseil de l'UE \(EUAM\) visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en Iraq](#)
- [Délégation de l'UE en Iraq](#)

Amérique latine et Caraïbes

Le Conseil procédera à un échange de vues sur l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC).

Après deux débats consacrés à des sujets concernant l'ALC tenus en juillet et en octobre 2020, dans le cadre desquels le Conseil a décidé d'intensifier le dialogue de haut niveau avec la région, les ministres feront le point sur l'évolution récente de la situation. Ils évoqueront les évolutions politiques et économiques ainsi que les conséquences socioéconomiques négatives de la **propagation du virus de la COVID-19**. Il pourrait s'agir dans ce contexte d'apporter un soutien de l'UE, de fournir des vaccins et d'œuvrer à la relance après la COVID-19.

Le débat portera ensuite sur les perspectives qui s'offrent à l'UE de renforcer son dialogue de haut niveau avec la région. Les ministres devraient fournir des orientations sur les éléments susceptibles d'entrer dans la constitution d'un **programme partagé UE-ALC** aux niveaux régional, bilatéral et multilatéral. Pour ce qui est des échanges, l'UE est le troisième partenaire commercial de l'ALC et le premier investisseur dans la région. Dans ce cadre, les ministres seront informés de l'état d'avancement des **négociations** et des accords d'association avec le **Chili**, le **Mexique** et le **Mercosur**.

Le débat portera aussi sur les **événements politiques** récents dans la région, à savoir la crise prolongée au **Venezuela**, le mécontentement social en **Colombie** et les processus électoraux récents, notamment au **Pérou**. Les ministres mèneront le débat dans la perspective du **sommet inaugural UE-ALC** qui devrait se tenir dans le courant du second semestre, si les conditions le permettent.

- [Conseil des affaires étrangères, 12 octobre 2020](#)
- [Amérique latine et Caraïbes \(site du SEAE\)](#)

Questions d'actualité

Le Conseil des affaires étrangères tiendra ensuite un débat sur les questions d'actualité, au cours duquel les ministres pourront procéder à un échange de vues sur les événements les plus récents et sur l'évolution rapide des relations extérieures.

En ce qui concerne la **Turquie**, les ministres auront un échange de vues dans le prolongement de la vidéoconférence des membres du Conseil européen du 25 mars 2021 et dans la perspective de la prochaine réunion du Conseil européen qui se tiendra les 24 et 25 juin. La discussion pourrait porter sur la situation interne en matière de droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit, la situation des réfugiés et la Méditerranée orientale.

Les ministres évoqueront ensuite le **Liban**, dans le cadre de la visite du haut représentant, qui se rendra dans le pays du 18 au 20 juin pour exprimer la solidarité de l'UE et appeler les acteurs libanais à assumer la responsabilité de la formation d'un nouveau gouvernement réformateur.

À propos de l'**Iran**, les ministres évalueront le résultat de l'élection présidentielle du 18 juin 2021 et, dans ce contexte, examineront l'état d'avancement des négociations sur le plan d'action global commun qui sont en cours à Vienne.

Les ministres feront ensuite le point sur l'état de la situation en ce qui concerne le **processus de paix au Proche-Orient** (PPPO). Le débat portera principalement sur les actions d'information menées par Sven Koopmans, le représentant spécial de l'UE pour le processus de paix au Proche-Orient qui a été nommé récemment, en vue de redynamiser l'activité du Quatuor. Il permettra en outre aux ministres d'évaluer l'évolution de la situation politique, y compris pour ce qui est des perspectives de rapprochement avec le nouveau gouvernement israélien.

Ensuite, le haut représentant informera les ministres sur la **visite** qu'il a effectuée à **Jakarta**, où il a rencontré les autorités indonésiennes et des représentants de l'ASEAN. Il pourrait aussi évoquer le Myanmar, dans le contexte des travaux en cours en vue de l'adoption de nouvelles sanctions.

Par la suite, les ministres auront un échange de vues sur la **Russie**, et en particulier sur la communication conjointe présentée le 16 juin dans le cadre de la préparation du Conseil européen des 24 et 25 juin.

Les ministres auront ensuite l'occasion de discuter de la situation actuelle au **Mali** et au **Sahel**, trois semaines après le coup d'État et une semaine après la prestation de serment du colonel Assimi Goïta. Ils devraient se pencher sur les événements politico-militaires qui ont eu lieu récemment à Bamako, compte tenu de la suspension du Mali en qualité de membre de la CEDEAO et de l'Union africaine, et sur la mise en œuvre d'un mécanisme de suivi, dans le but d'assurer l'organisation des élections du 27 février 2022. Les ministres évoqueront en outre la situation au **Tchad** dans le cadre d'un débat plus large sur la région. Par ailleurs, les ministres seront informés sur le **sommet de la CEDEAO** du 19 juin. Cet échange de vues fait suite à l'adoption par le Conseil, en avril de cette année, de la stratégie intégrée de l'UE au Sahel.

Le débat s'intéressera ensuite à la situation en **Éthiopie**, où le Tigré demeure source d'une profonde préoccupation, de même que le processus électoral en cours dans le pays et la région. L'ordre du jour du Conseil des affaires étrangères de juillet comportera un point spécifiquement consacré à l'Éthiopie.

Le haut représentant rendra compte des résultats de la dernière réunion en date dans le cadre du **dialogue entre Belgrade et Pristina**, qui s'est tenue à Bruxelles, le 15 juin, entre le président serbe, M. Vučić, et le premier ministre du Kosovo, M. Kurti.

Enfin, la ministre suédoise des affaires étrangères fera un compte rendu de sa visite en Arabie saoudite, au Yémen et à Oman. Le ministre irlandais des affaires étrangères rendra compte de sa visite aux Émirats arabes unis, en Arabie saoudite et au Qatar, tandis que son homologue luxembourgeois informera les ministres des visites qu'il a effectuées en Égypte et en Jordanie.

- [Déclaration des membres du Conseil européen, 25 mars 2021](#)
- [Aperçu général des relations UE-Turquie](#)
- [Nomination d'un nouveau représentant spécial de l'UE pour le processus de paix au Proche-Orient \(communiqué de presse\)](#)
- [Communication conjointe sur les relations UE-Russie intitulée "Push back, constrain and engage" \(Prendre ses distances, exercer une pression et dialoguer\) \(16 juin 2021\)](#)
- [Relations UE-Russie - cinq principes directeurs](#)
- [Stratégie intégrée de l'UE au Sahel](#)
- [Relations UE-Éthiopie: des conclusions du Conseil de l'UE mettent l'accent sur le partenariat stratégique et la vive préoccupation de l'UE face à la situation dans la région du Tigré \(communiqué de presse, 11 mars 2021\)](#)
- [Dialogue entre Belgrade et Pristina: déclaration à la presse du représentant spécial de l'UE, Miroslav Lajčák, à l'issue de la réunion \(SEAE\)](#)

Conclusions du Conseil

Le Conseil devrait adopter des **conclusions** sur la protection et la sauvegarde du **patrimoine culturel en situation de crise et de conflit**.
